

Santé au travail: Force Ouvrière dénonce une politique à effets dramatiques différés

A l'occasion de la publication des décrets du 30 janvier 2012 relatifs à l'organisation et au fonctionnement des services de santé au travail, FO réaffirme que la réforme aujourd'hui entrée en vigueur met en péril l'avenir de la prévention des risques professionnels dans son ensemble.

En cette période d'explosion du mal être au travail, d'allongement de la vie professionnelle, de multiplication des pathologies «à effets différés» et dans un contexte de crise économique, il est aberrant de mettre toujours plus d'obstacles entre le salarié et son médecin du travail.

FO dénonce une réforme qui ne répond aucunement à la question initialement posée : comment résout-on le problème de la pénurie des médecins du travail?

FO dénonce la possibilité, pour la majorité des entreprises, de déroger à la périodicité des visites médicales de 24 mois lorsque sont mis en place des entretiens infirmiers et des actions pluridisciplinaires annuelles. Remplacer les médecins du travail peu nombreux par des infirmiers, eux-mêmes en nombre insuffisant, ne permettra pas la mise en place d'une politique dynamique de lutte contre les risques professionnels.

FO dénonce une multiplication d'acteurs au sein des services de santé au travail, dont la protection et l'indépendance vis-à-vis des employeurs ne sont prévues par aucun texte. Dès lors, comment contraindre une entreprise à modifier une organisation du travail pathogène et génératrice de risques?

FO dénonce l'allongement des durées d'absence déclenchant automatiquement une visite de reprise. La durée d'absence nécessaire passant de 8 jours à 30 jours en cas d'accident du travail, et de 21 jours à 30 jours en cas de maladie. L'objectif de cette mesure n'est pas à démontrer: espacer, différer, supprimer les visites médicales pour donner l'illusion d'un système fluide... FO dira inefficace et dangereux.

FO dénonce donc une réforme nocive pour les salariés qui, non seulement ne règle pas les dysfonctionnements jusqu'ici constatés mais en ajoute d'autres. Avec toujours ce même constat : les salariés les plus exposés aux risques, évoluant dans des environnements professionnels agressifs et souvent sujets à des conditions de travail dégradées continueront de payer, au prix fort et en moindre espérance de vie, des réformes «low cost» et pensées à bas coûts.

Communiqué Force Ouvrière du mardi 31 janvier 2012



<http://fovinatier.free.fr/>